

Déclarations de ministres

Des voix: Bravo!

• (1140)

M. Turner (Vancouver Quadra): Les Américains jubilent déjà en déclarant: «Nous nous sommes assurés des ressources pour toujours. Nous avons le Canada au nord, nous n'avons plus à nous inquiéter du Moyen-Orient, nous n'avons plus à nous préoccuper de ces problèmes, nos bons amis sont tombés dans le panneau. Le Canada est devenu notre arrière-pays, un vaste entrepôt pour nos ressources naturelles. Nous avons fait du Canada un pays satellite où nous pourrions puiser les ressources.»

Nous nous sommes toujours efforcés de ne pas être vus uniquement comme coupeurs de bois et porteurs d'eau mais c'est ce que le gouvernement a fait de nous.

Des voix: Honte!

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, passons maintenant à l'agriculture. Nous ne disposons pas de beaucoup de temps mais vous m'accorderez quelques minutes, j'en suis sûr. Le gouvernement avait affirmé que l'agriculture et les offices de commercialisation ne seraient pas touchés. Le premier ministre avait affirmé qu'ils seraient épargnés. Il déclarait que l'agriculture était un domaine intouchable, que rien ne changerait à ce chapitre.

La Commission du blé est menacée. Peut-être le système du double prix pour le blé disparaîtra-t-il. L'impossibilité pour la Commission d'administrer les permis d'importation se répercutera sur ses pouvoirs. L'abolition des tarifs sur les produits agricoles pourrait rendre impossible la gestion des approvisionnements.

Les exploitations agricoles familiales sont donc en péril. Ces exploitations sont en ce moment aux prises avec les prix les plus bas des dernières années et le gouvernement conservateur les abandonne pour se donner belle apparence.

Le gouvernement a aussi accepté que la Loi sur le transport du grain de l'Ouest soit considérée comme un programme de subvention à l'exportation. Nous ouvrons la porte toute grande aux contestations portant sur le transport du grain vers nos ports et ceux des États-Unis. Tous les autres pays contesteront maintenant la méthode de calcul de nos taux de fret.

La culture est un autre domaine que le gouvernement s'était engagé à protéger mais des modifications ont été approuvées. Encore là, M. Yeutter soutient que le Canada a accepté que toute mesure qu'il prendra dans le domaine culturel n'amoin-dra pas les avantages que les États-Unis s'attendent à retirer de l'accord. Qu'est-ce que cela signifie? A mon avis, c'est une disposition extrêmement vague qui permet à peu près n'importe quoi.

A quoi avons-nous renoncé en plus des tarifs postaux préférentiels pour les périodiques canadiens, des tarifs sur les documents imprimés et enregistrés et de l'édition? A quoi d'autre avons-nous renoncé? Qu'en est-il de notre industrie cinématographique? Il est évident que la culture canadienne est à nouveau menacée par Time Incorporated.

[Français]

Monsieur le Président, cette entente de principe va perturber considérablement le marché de l'emploi au Canada. Nous

avons le devoir de prévoir les programmes d'ajustements pour les travailleurs qui seront touchés. Où sont les programmes d'ajustements pour protéger les régions les moins favorisées ou les ouvriers et les travailleurs qui sont déplacés par cet accord?

[Traduction]

Nous avons déjà fait trop de concessions, et de trop grosses. Notre indépendance économique a été menacée. La souveraineté des Canadiens a été réduite. Nous avons perdu la possibilité de diriger et de gérer notre économie. Pourquoi? Parce que le premier ministre et le gouvernement avaient trop envie de conclure cet accord. Ils se sont lancés dans l'aventure sans être bien préparés. Ils n'avaient pas de plan. Ils n'avaient pas de programme.

Avant les négociations, le gouvernement a laissé tomber la Loi sur l'examen de l'investissement étranger. Il a aussi laissé tomber le programme énergétique national, le bois d'oeuvre, le prix des médicaments, l'édition, en vue de l'accord portant le coup de grâce à l'indépendance économique de ce pays.

[Français]

Nous avons déjà fait beaucoup de concessions, monsieur le Président. Assez pour compromettre notre indépendance économique. Nous avons déjà laissé tomber l'agence de tamisage des investissements étrangers, notre politique énergétique nationale, le bois, les médicaments.

Monsieur le Président, nous ne voulons pas que le Canada devienne un satellite des États-Unis. Nous voulons un débat parlementaire complet aussitôt que nous aurons les documents officiels en main. Nous voulons un comité qui puisse voyager à travers le pays et entendre les Canadiens. Nous voulons étudier le fond et la forme, les principes et les détails, article par article, de ce marché avec les États-Unis.

[Traduction]

Le premier ministre n'a pas le mandat de négocier une entente complète de libre-échange avec les États-Unis. En fait il disait toujours, surtout pendant qu'il essayait de prendre la direction de son parti, qu'il était contre une entente de libre-échange parce qu'il avait peur qu'elle ne compromette la souveraineté du Canada. Il avait raison. Il aurait dû suivre ses instincts et se fier à son intuition. Il est maintenant responsable d'avoir cédé notre souveraineté et notre indépendance.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Les Canadiens veulent que nous examinions cet arrangement de près. Nous voulons qu'un comité parlementaire l'examine soigneusement. Nous voulons que les Canadiens de toutes les régions du pays soient consultés. Nous voulons un examen systématique, clause par clause.

Il ne faudra pas bousculer les choses pour la bonne raison que les Canadiens, après un simple coup d'oeil, n'ont pas encore la moindre idée de ce qu'ils ont perdu. Quelle est l'incidence régionale de cet Accord? Nous voudrions savoir quels emplois, quelles sociétés, quelles régions seront touchés par cet accord parce que tout au long du débat, tout au long des négociations, le gouvernement a parlé de ses avantages sans expliquer clairement aux Canadiens quels seraient les inconvénients.